BAZOOKA

QUESTIONS NON PERTINENTES À F. FILLON

PAR MOHAMED BOUHAMIDI
mbouhamidi2001@yahoo.fr.

Le Premier ministre français discutera de l'Union pour la Méditerranée avec les dirigeants algériens. Mais maintenant que cette union n'est plus un projet français, pourra-t-il s'engager au nom de l'Union européenne ? Question légitime puisque cette même Union européenne a bien modifié l'intitulé, le contenu et la composante de l'idée du président français. Ce qu'elle a pu faire hier, elle peut le faire le lendemain. Nous pouvons créditer de quel poids, de quelle assurance, de quelle crédibilité les engagements français après les modifications apportées par les bureaucrates de Bruxelles et avalisées par les commissaires de l'Union ? Le Premier ministre français fera tout pour une présence algérienne au plus haut niveau à la réunion de Paris. Il n'aura pas grande peine à nous débiter les flatteries habituelles des rapports d'exception entre notre pays et le sien qui se résument toujours aux profits exceptionnels engrangés par les entreprises françaises. Bien sûr, il serait inconvenant de rappeler au Premier ministre français que l'Union européenne est déjà en train de discuter des détails de la présence israélienne dans tous les groupes, toutes les commissions, tous les processus en charge d'arrêter les stratégies et les décisions européennes. Y compris la commission Maghreb dont relèvent les approches concernant notre pays. A quel moment la France parle-t-elle en son nom et à quel moment elle n'est qu'en mission européenne et désormais en mission euro-israélienne ? Nous ne le saurons jamais, sauf à chercher dans les dédales des secrets que même les députés européens ne découvrent que par des fuites inopportunes. Bien sûr, pour compenser les lourdes concessions politiques demandées à l'Algérie, on nous présentera des «concessions». Quelques visas de plus, peut-être de nouveaux types de visas mais ces concessions effaceront-elles la directive européenne sur le traitement des migrants illégaux ou même légaux ? Nous prendrons acte des engagements français en attendant que Bruxelles les modifie. Mais nous aurons, entre-temps, les habituelles assurances sur «l'importance» de l'Algérie, son «apport irremplaçable», sa «spécificité» dans la relation avec l'Europe, etc. De quoi nous rappeler qu'il a existé, un jour, un corbeau, un renard et un grand fabuliste français.

M. B.

L'UGTA SOUTIENT EN FRANCE LES SAISONNIERS

Selon un communiqué que nous a fait parvenir la Confédération générale du travail, Force ouvrière (FO), ce syndicat aurait conclu un accord avec l'UGTA, le syndicat polonais Solidarnosc, l'UGTT tunisienne et l'UGTP portugaise pour l'organisation, en juillet prochain, partout en France, d'une série de conférences de presse pour informer les saisonniers de leurs droits et notamment sur la convention Unedic de 2006-2008 qui prévoit une limite de trois périodes successives de versement des allocations au titre du chômage saisonnier. Les salariés saisonniers étant des acteurs incontournables de l'activité économique, aucun secteur, rappelle FO, ne doit échapper à la mise en place de garanties collectives et de grilles de salaires adaptées à ce genre d'activité. La première conférence de presse commune aura lieu mercredi à Paris.

Bachar Al-Assad n'est pas l'invité d'honneur du 14 Juillet

Le secrétaire général de l'Elysée, Claude Guéant, a déclaré que si le président syrien Bachar Al-Assad a effectivement confirmé sa présence à Paris au sommet du 13 juillet devant consacrer la création de l'UPM, il n'a pas confirmé sa participation au défilé officiel du 14 Juillet.

Guéant a précisé sur les ondes d'Europe 1 que le président syrien n'est pas «l'invité d'honneur» de la France à ces manifestations et que s'il prend part aux festivités, il le fera au même titre que tous les autres participants au sommet de l'UPM. L'invité d'honneur des festivités du 14 Juillet cette année, a complété le secrétaire général, est Ban Ki-moon, le secrétaire général de l'ONU.

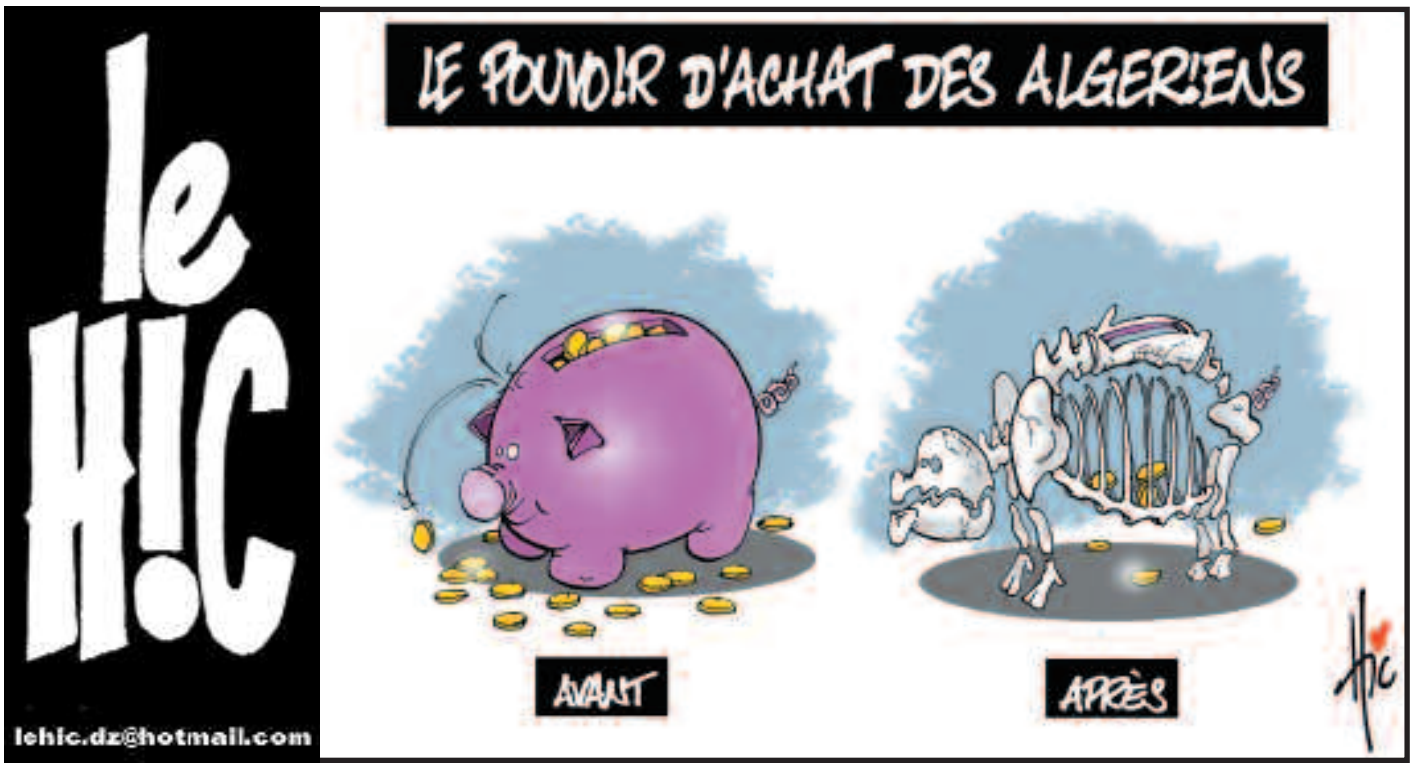
Tou convoqué

Suite à la dernière pénurie des médicaments destinés aux cancéreux, une situation sévèrement dénoncée par les associations et les médecins, le ministre de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière, M. Amar Tou, aurait été convoqué jeudi par la présidence de la République pour s'expliquer sur les causes de cette pénurie.

Tenue non exigée

Les autorités saoudiennes auraient refusé que les pompiers algériens portent leur tenue lors des opérations d'encadrement du pèlerinage.

Une situation des plus délicates pour la Protection civile qui a hérité de ce dossier suite aux nombreuses défaillances du ministère des Affaires religieuses.

Dans les bagages de Sarkozy en Israël : 450 personnes, dont Carla et... Enrico Macias

Pendant que son Premier ministre se déplace à Alger pour tenter de soutirer un «oui» franc et massif pour l'UPM, le président français se rend, du 22 au 24 juin, en Israël, première visite, depuis douze ans, d'un chef d'Etat français. Là aussi, il sera fait état de l'UPM, mais certainement pas pour convaincre Israël d'y assister, elle y sera, mais pour élaborer des positions communes plus prospectives sur le Moyen-Orient et pour consolider les relations bilatérales qui n'ont jamais été aussi bonnes que depuis l'arrivée de Sarkozy au pouvoir. Le chef d'Etat français sera accompagné dans sa virée de son épouse, Carla, de plus de 450 personnes : ministres, députés, hommes d'affaires et d'Enrico Macias. Faut-il s'étonner que ce chanteur fasse partie du voyage, lui qui n'a jamais fait mystère de son soutien à Israël et qui avait déclaré : «Depuis le début de ma vie, je me suis toujours donné corps et âme pour Israël et en premier lieu pour Tsahal», et dans une tout autre déclaration, en guise de remerciement à son ami Bouteflika qui l'avait invité quelques années auparavant : «Nicolas Sarkozy a eu raison de ne pas s'excuser. Les Algériens devraient s'excuser pour pas mal de choses.»